

Crédit à l'intérêt hypothécaire

Nous savons tous que les taux d'intérêt élevés causent de très graves problèmes, mais c'est le gouvernement actuel qui a imposé ces taux d'intérêt. Comme le ministre des Finances ne cesse de le répéter, il faut espérer que ce n'est qu'un problème à court terme, et nous sommes bien d'accord là-dessus. S'ils constituent un problème à court terme, peut-être requièrent-ils une solution à court terme.

A ce sujet, nous, du parti libéral, suggérerions au ministre d'adopter deux programmes visant précisément à régler le problème des taux d'intérêt élevés à court terme. Le premier de ces programmes prévoirait une subvention à l'intérêt hypothécaire sur les hypothèques renégociées. Il serait le plus avantageux cette année et serait graduellement réduit dans les années à venir à mesure que baisseraient les taux d'intérêt hypothécaire. Le deuxième programme prévoirait une subvention aux taux d'intérêt hypothécaire pour l'achat de nouvelles maisons. Comme dans le cas de l'autre, ce programme serait également réduit sur une certaine période.

● (1740)

Les taux d'intérêt élevés sont une question grave qui nous préoccupe beaucoup. Le parti libéral propose de prendre des mesures énergiques pour remédier à ces taux d'intérêt exorbitants, mais des mesures à court terme et limitées à la durée du problème. La différence entre notre proposition et celle du gouvernement c'est que nous ne voulons pas devoir conserver ce programme pour toujours.

En terminant, nous disons qu'il y a de meilleures façons d'appliquer ce programme que celles que suggère le gouvernement. Nous avons suggéré de meilleures façons plus efficaces de dépenser l'argent des contribuables pour arriver au but voulu. Cela soulève la question de savoir pourquoi le gouvernement tient tant au crédit d'impôt à l'intérêt hypothécaire. Il n'a aucune raison d'y tenir. Peut-être est-ce pour tenir une promesse électorale. La population canadienne n'acceptera pas cela et je sais qu'elle ne se laissera pas rouler par un gouvernement qui n'a d'autre raison de présenter ce programme que de tenir une promesse électorale. Nous avons montré de façon sincère et positive, comme l'avait demandé le premier ministre, qu'il y a d'autres solutions honnêtes. Nous demandons au gouvernement d'ouvrir la voie et de montrer à la population canadienne qu'il est prêt à prendre des bonnes décisions en sa faveur. Nous espérons que le gouvernement sera honnête avec le public canadien, qu'il abandonnera cette supercherie électorale et qu'il adoptera des mesures sérieuses et rationnelles qui s'attaqueront au problème réel.

L'Orateur suppléant (M. McCain): La parole est au député de Regina-Est (M. de Jong).

M. Knowles: Bravo!

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) de ses encouragements. C'est un plaisir pour moi de participer à cet important débat. Les mesures qu'on nous propose auront des retentissements pendant de nombreuses années. C'est une mesure législative qui nous coûtera des milliards de dollars, une mesure qui, une fois en place, sera très difficile à modifier par la suite.

[M. McCauley.]

Par conséquent, les députés assument une grave responsabilité en engageant l'avenir. Voilà pourquoi j'ai été tellement surpris d'entendre le ministre des Finances (M. Crosbie) préférer des menaces et nous lancer un ultimatum. J'avais espéré que cette mesure pourrait donner lieu à un débat éclairé de sorte que nous n'agirions pas à la légère en approuvant des dépenses fiscales qui s'élèveront à des milliards de dollars.

Je me réjouis que le premier ministre nous ait tous invités à présenter des suggestions et nous allons sûrement le faire à l'étape du comité. J'ai bon espoir que nous puissions proposer des formules constructives que les députés ministériels tout comme ceux de l'opposition trouveront acceptables, car elles contribueront à améliorer leur projet de loi.

Après avoir entendu quelques députés cet après-midi, surtout des ministériels, je pense qu'on a tort d'affirmer que les députés du Nouveau parti démocratique ne s'intéressent pas au sort des propriétaires d'habitations, de celui qui possède une maison. Pareille affirmation peut s'expliquer par la fougue d'un orateur mais de nos jours, parler ainsi confine à l'absurdité.

J'ai appris dans mes livres d'histoire, au cours des années 30 et au début des années 40, que des membres des partis conservateur et libéral avaient tenté de faire peur aux habitants de la Saskatchewan en leur disant que si le parti CCF était élu, il brûlerait les églises et qu'il n'y aurait plus jamais d'élections au suffrage universel. Naturellement, les gens de la Saskatchewan n'ont pas pris au sérieux ces menaces puisqu'ils ont élu le parti CCF et l'ont maintenu au pouvoir de 1944 à 1964 pour l'y reporter ensuite en 1971.

Le gouvernement a présenté des mesures très progressistes, ce que le député d'Edmonton a reconnu, de mauvaise grâce, je dois dire, en début d'après-midi. Le gouvernement voulait surtout mettre à la portée de tous les citoyens les choses de première nécessité, afin qu'ils puissent se loger confortablement, se faire soigner, se vêtir et se nourrir. Ces choses sont essentielles et tout le monde y a droit.

Nous estimons que le gouvernement doit contribuer à répondre aux besoins essentiels des citoyens. Si les gens ne sont pas obligés de lutter pour satisfaire leurs besoins essentiels, nous croyons que la vie sera plus facile à vivre. Comme je l'ai déjà dit, le logement est très important pour la plupart des Canadiens. Un grand nombre d'entre eux dépensent de 10 à 30 p. 100 et même jusqu'à 40 p. 100 de leur revenu pour payer certaines choses comme l'hypothèque, les frais de chauffage et l'entretien de leur maison. C'est une question qui préoccupe beaucoup la plupart des Canadiens et surtout les jeunes.

Il y a ceux qui ont eu la chance de pouvoir acheter une maison il y a 10, 15 ou 20 ans, mais ceux qui l'ont acheté au cours des cinq dernières années ou qui envisagent d'en acheter une doivent faire face à une charge financière très lourde. Pas étonnant s'il y a de plus en plus de conflits ouvriers chez les jeunes travailleurs. Depuis une demi-douzaine d'années, il faut dépenser énormément plus pour satisfaire ses besoins essentiels. Les jeunes travailleurs doivent faire des pieds et des mains pour faire face à ces paiements mensuels et, bien souvent, le mari et la femme doivent travailler tous les deux. Dans certains cas, ils décident de ne pas avoir d'enfant tout de suite, car ils veulent acheter une maison.